

L'inclusion financière des femmes



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC



L'éducation financière est la clé de l'inclusion financière. Projet de migration des travailleurs, Sri Lanka. Financé par la DDC, mis en œuvre par Helvetas. (© Helvetas)

La présente fiche d'orientation, consacrée à l'inclusion financière des femmes, s'inscrit dans une série de documents destinés à aider le personnel de la DDC à faire en sorte que les questions de genre soient prises en compte dans les différents secteurs et programmes. Ce document présente les principales problématiques que recouvre l'inclusion financière des femmes, et indique comment les intégrer dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des stratégies et des projets de coopération.

Questions clés

A. Pourquoi les femmes sont-elles davantage exclues du système financier ? Il est essentiel que les projets adoptent le prisme du genre avant et pendant leur réalisation. Dans le monde, 40 % des pauvres sont des femmes. Une femme a 20 % de probabilité en moins qu'un homme de détenir un compte bancaire et 17 % de chances en moins d'obtenir un prêt formel. Toutes ces inégalités découlent de normes sociales et de préjugés encore fermement ancrés dans des sociétés qui limitent l'inclusion financière, l'emploi et les ressources des femmes, et entravent ainsi leurs possibilités d'autonomisation économique.

B. Quel rôle jouent les hommes dans l'inclusion financière des femmes ? La pauvreté des femmes résulte directement des différences de rôles attribués à chaque sexe en vertu des normes, pratiques et institutions existantes. Une approche holistique s'impose, qui intègre les hommes et les garçons dans les efforts visant à l'autonomisation

des femmes. Sensibiliser les hommes à l'importance de l'égalité des genres et du respect des droits des femmes, c'est en faire des alliés du changement. Modifier durablement les normes et les attitudes sociales exige la participation de l'ensemble de la communauté. Pour garantir une émancipation durable, les projets doivent impliquer les hommes et les garçons et associer la communauté tout entière, de manière à ce que l'inclusion financière agisse comme un tremplin permettant aux femmes de devenir des actrices clés du développement économique, social et politique.

C. Quel est l'intérêt commercial de l'inclusion financière des femmes ? Améliorer l'inclusion financière des femmes passe par la création d'un système financier moins discriminatoire pour les femmes et permettant de remédier aux difficultés spécifiques auxquelles celles-ci sont confrontées aux niveaux de l'offre et de la demande (Holloway et al., 2017). Les prestataires jouent à cet égard un rôle essentiel et

l'inclusion des femmes dépendra donc de la rentabilité potentielle de ce segment pour eux (Loufield, 2018). De plus en plus d'institutions financières commencent à reconnaître le potentiel du marché féminin dans leur stratégie de croissance commerciale. Les établissements financiers qui ont le mieux répondu aux besoins de la clientèle féminine ont étudié les effets de cette nouvelle approche (Women World's Banking, 2014), et ont démontré la fidélité des clientes et l'augmentation de la part de portefeuille par cliente obtenue grâce aux ventes croisées (Women's World Banking, 2018), confirmant ainsi l'intérêt commercial de cibler les femmes.

1. Définition de l'inclusion financière

L'inclusion financière désigne l'accès et le recours à des produits et services financiers formels de base (et non pas seulement des services – voir la figure 1 ci-dessous) : un compte bancaire, un crédit, une assurance, des produits d'épargne, des services de paiement, qui sont accessibles à tous et sont utilisés activement et efficacement au quotidien (Banque mondiale, 2018).

L'inclusion financière ne se limite pas à donner accès à un compte bancaire. La possibilité d'accéder à des services financiers est fondamentale, à condition d'être exploitée.

À mesure que l'accès et le recours aux services financiers se développent, il incombe d'en améliorer la qualité et de les rendre plus abordables sur le plan économique. Parallèlement, une plus grande attention devrait être accordée à l'impact d'un produit ou d'un service financier sur le bien-être du consommateur.

L'inclusion financière peut être définie à l'aide des éléments suivants :

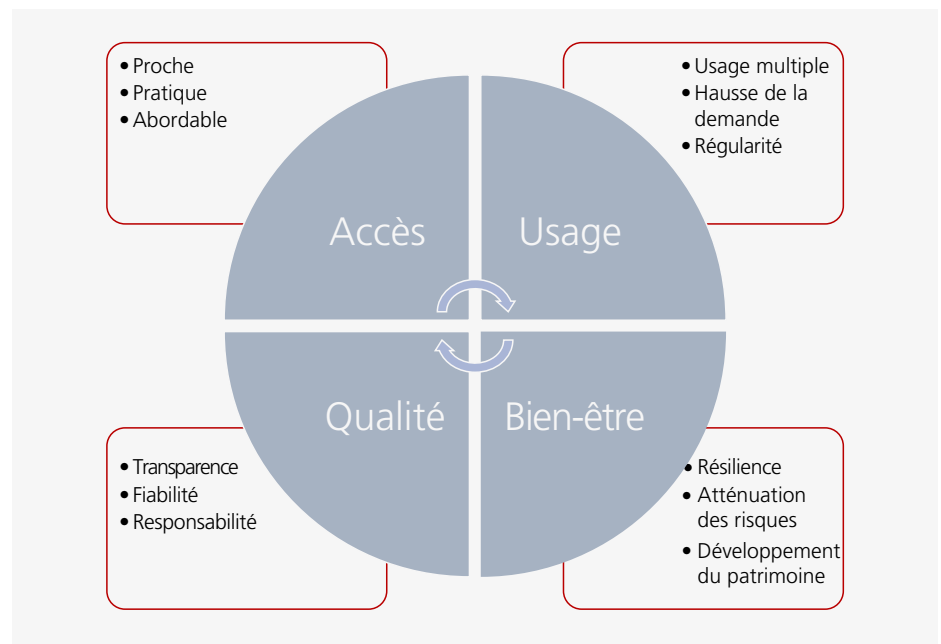


Figure 1 : Dimensions de l'inclusion financière, illustration de l'auteur

L'objectif de l'inclusion financière des femmes

Les personnes pauvres, et en particulier les femmes pauvres (qui sont les moins bien servies par les institutions financières), font face à d'importantes inégalités en matière d'inclusion financière. Les institutions financières proposent généralement des produits génériques et/ou ciblent des

segments de clientèle spécifiques (tels que les PME), sans opérer de distinction particulière en fonction du genre.

La présente fiche d'orientation se concentre sur la question du genre dans le but de garantir de meilleurs services et produits fi-

nançiers pour les femmes. Il est prouvé que les projets d'inclusion financière peuvent renforcer l'autonomie économique des femmes et donc contribuer à réaliser les objectifs d'égalité des genres et de réduction de la pauvreté.

2. Le paysage financier

L'introduction de nouveaux produits, de modèles commerciaux innovants et de canaux de distribution basés sur la technologie a permis d'accomplir des progrès considérables vers un développement plus durable et une distribution à plus large échelle des services financiers.



Figure 2 : Les effets de l'inclusion financière

Malgré tout, 1,7 milliard d'adultes, dont 56 % de femmes, n'ont toujours pas accès à des services financiers. 40 % des femmes dans le monde ne bénéficient pas de services financiers formels. Une femme a 20 % de probabilité en moins qu'un homme de détenir un compte bancaire et 17 % de chances en moins d'obtenir un prêt formel (Banque mondiale, 2017). Toutes ces inégalités découlent de normes sociales et de préjugés encore

fermement ancrés dans des sociétés qui limitent l'inclusion financière, l'emploi et les ressources des femmes, et entravent ainsi leurs possibilités d'autonomisation économique.

L'amélioration de l'inclusion financière des femmes dépend dans une large mesure de la création d'un système financier adapté aux spécificités de genre, qui prend en considération les obstacles auxquels les

femmes doivent faire face et qui est soutenu par un cadre réglementaire inclusif. Ces obstacles à l'ouverture d'un compte vont des prérequis de base, comme la nécessité d'apporter des biens en garantie, à l'imposition de conditions strictes, particulièrement défavorables aux femmes.

3. Analyse du système des marchés financiers

Lorsqu'ils entreprennent des analyses des systèmes de marchés financiers, les projets doivent adopter un prisme de genre, en abordant des questions spécifiques concernant l'autonomisation économique des femmes dans le cadre de l'analyse du système de marchés financiers.

Sur la base de l'approche Développement des systèmes de marché (DSM), le système des marchés financiers est structuré à l'image du diagramme de droite :

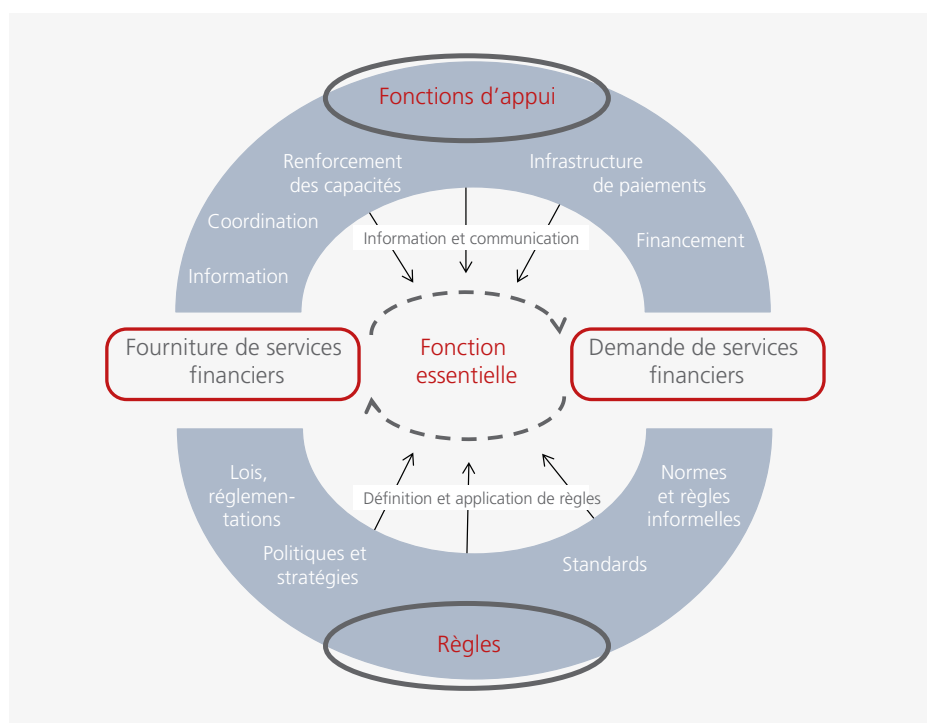


Figure 3 : Approche systémique de l'inclusion financière

Une analyse des mesures incitatives, des capacités et des relations des acteurs du marché permet d'identifier les points d'entrée spécifiques au sein d'un système

de marché et la manière d'améliorer les fonctions de marché insatisfaisantes (ou manquantes).

Les questions directrices présentées dans le tableau ci-dessous suivent la logique du processus de diagnostic appliqué dans l'approche DSM.

Aspect du système de marché	Questions directrices
Transactions essentielles	<ul style="list-style-type: none"> • Quels sont les besoins financiers des femmes ? • Comment le marché répond-il à ces besoins ? • Quelles contraintes les femmes rencontrent-elles lorsqu'elles s'adressent à des établissements financiers ? • Quelles incitations économiques poussent les acteurs du marché à répondre aux besoins financiers des femmes ? • Y a-t-il une inadéquation entre l'offre et la demande ? • Dans quelle mesure les produits et services financiers sont-ils adaptés à la dimension genre et répondent-ils aux besoins spécifiques des femmes ? • Dans quelle mesure les fournisseurs de services financiers sont-ils sensibles/réactifs aux questions de genre ?

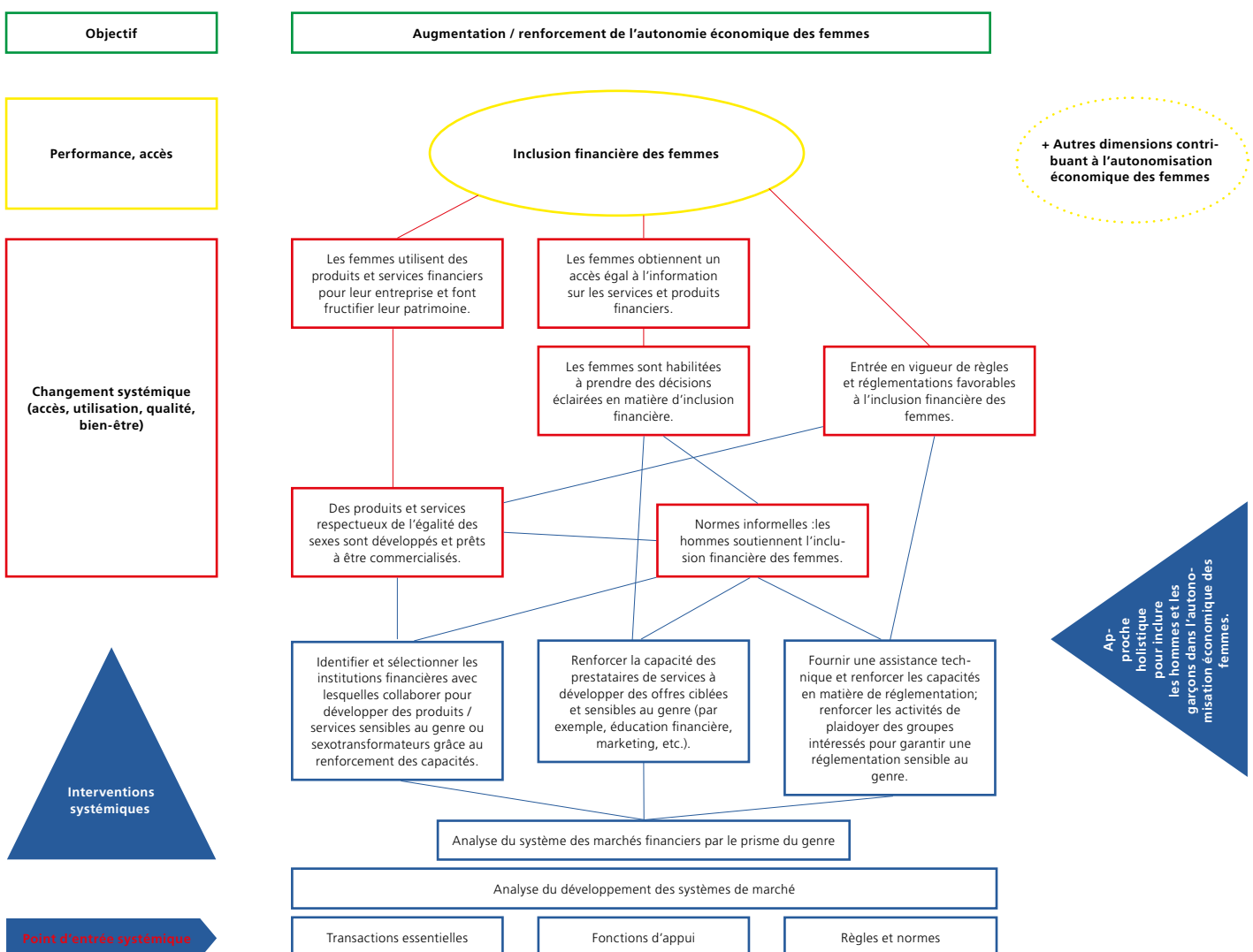
Fonctions d'appui	<ul style="list-style-type: none"> • Comment les informations parviennent-elles aux femmes ? • Comment les services sont-ils adaptés pour répondre aux besoins spécifiques des femmes ? • Les programmes individuels tiennent-ils compte des spécificités liées au genre ? • Quel est l'intérêt commercial de cibler une clientèle féminine ? • Quelles sont les fonctions qui permettent de promouvoir efficacement l'inclusion financière des femmes ?
Règles et normes	<ul style="list-style-type: none"> • Quelles contraintes les règles formelles et informelles prévalant dans un contexte socioculturel spécifique imposent-elles aux femmes ? • Les politiques financières (c'est-à-dire les stratégies nationales et les politiques sectorielles) sont-elles favorables aux femmes ? • Les réglementations sont-elles favorables aux femmes ? • Quels sont les risques à prévoir, au niveau du foyer, de la communauté et, de manière plus générale, face au développement de la participation des femmes au marché financier ? Quelles résistances doivent être prises en compte, notamment en raison des perceptions des hommes ? • Quels sont les risques que les femmes – ou les hommes – soient lésés ? Quel est le risque de violence sexiste résultant d'une plus grande participation des femmes au marché financier ?

Tableau 1 : Questions directrices d'un exercice de cartographie mené en 2018 et portant sur 50 projets de la DDC ayant une composante d'inclusion financière.

L'intégralité ou une partie de ces questions directrices peut être ajoutée à une analyse de système de marché ou à une analyse de genre séparée. Les connaissances acquises

à partir de l'analyse alimenteront la théorie du changement (TdC) de votre projet d'inclusion financière. L'exemple suivant donne les grandes lignes de ce type de

théorie du changement, dont le but est de mesurer l'impact global d'une plus grande autonomisation des femmes à travers leur inclusion financière.



Le premier niveau commence par la partie analytique du système et révèle les points d'entrée pour intervenir dans le système. Les obstacles les plus fréquemment identifiés à l'inclusion financière des femmes, que révèlent les analyses de genre, trouvent leur origine dans les préjugés sexistes et les normes sociales. Une récente cartographie des projets d'inclusion financière ou comportant une composante d'inclusion financière, ainsi qu'un forum sur l'épargne et le crédit organisé par la DDC et consacré à cette thématique (DDC, 2018) ont permis d'examiner, en collaboration avec des experts du secteur, comment aborder la question des normes sociales dans ce contexte. La discussion a mis en évidence

deux manières de traiter les normes :

1. adopter une approche sensible au genre : travailler dans le cadre des normes sociales existantes afin de pallier les contraintes du marché imposées aux femmes ;
2. adopter une approche transformatrice en matière de genre : travailler explicitement à changer les normes sociales en s'engageant directement auprès des femmes et des hommes pour avoir un plus grand impact. Lorsque les interventions d'un projet incluent les deux sexes, c'est-à-dire le mari et la femme dans un ménage, elles obtiennent de

meilleurs résultats. De cette façon, les maris deviennent également des vecteurs de changement et participent à l'évolution des normes, par exemple, en ce qui concerne la répartition des rôles au sein du foyer, en déchargeant leurs épouses d'une partie du travail de soin non rémunéré qu'elles assument, ce qui contribue à leur autonomisation.

En fonction du contexte, les théories du changement peuvent intégrer les deux types de changement de normes envisagés (approches sensible et transformatrice).

4. Interventions dans la planification et la mise en œuvre (bonnes pratiques et interventions)

Une analyse du système du marché financier sensible au genre révélera certainement de nombreux obstacles à l'inclusion financière des femmes. Les projets ne doivent pas remédier à tous les obstacles, mais **définir des priorités et se concentrer** sur ceux qui constituent des causes sous-jacentes, en planifiant et en mettant en œuvre des interventions visant un changement durable et évolutif du système de marché. Les expériences de la DDC et de ses partenaires dans le monde entier mettent en évidence une série de **bonnes pratiques de mise**

en œuvre et d'intervention en matière d'inclusion financière des femmes.

Une intervention judicieuse en matière d'inclusion financière des femmes, réalisée dans le cadre d'un projet axé sur la l'autonomisation économique des femmes, **devrait reprendre toutes les informations données dans cette fiche d'orientation en tenant compte des réalités suivantes** : 1) l'éducation financière est essentielle pour les deux sexes, 2) le produit doit être axé sur les besoins des clients (voir

l'encadré ci-dessous), 3) des indicateurs cibles doivent être définis pour la mesure de la portée et de l'impact, 4) le régulateur doit être impliqué, 5) les causes profondes de l'exclusion doivent être soigneusement analysées avant toute intervention, 6) les produits peuvent être regroupés (par exemple, le crédit et l'assurance) afin d'en augmenter la portée et la valeur pour les clients, et surtout, l'approche en matière de genre doit être sensible, réactive ou transformatrice.



L'éducation financière est essentielle pour les deux genres, Albanie, Projet Risi financé par la DDC et mis en œuvre par Helvetas (© Helvetas)

La protection des consommateurs pour les clients situés au bas de la pyramide est reconnue comme un élément-clé pour parvenir à une inclusion financière totale. La **Smart Campaign** est une initiative mondiale visant à rassembler les acteurs majeurs du secteur de la finance autour d'un objectif commun : faire en sorte que la clientèle reste la force motrice de cette industrie. Lorsque les institutions de microfinance intègrent dans leurs activités les principes de protection des clients prévus dans la campagne (voir encadré), elles établissent des relations solides et durables avec les clients, augmentent la rétention des clients et réduisent les risques financiers.

Principes de protection des clients :

- Développement des produits et distribution appropriés
- Prévention du surendettement
- Transparence
- Tarification responsable
- Traitement équitable et respectueux des clients
- Confidentialité des données des clients
- Mécanismes de résolution des plaintes

Examinons deux interventions spécifiques / bonnes pratiques :

Commencer dès l'enfance

Des études montrent que l'acquisition de compétences financières à un âge tendre peut favoriser une gestion responsable des finances chez les adultes, malgré le peu de sensibilisation des jeunes aux questions financières. L'expérience montre qu'il est recommandé d'investir dans l'éducation financière des filles dès l'âge de dix ans : c'est en effet à cet âge que le potentiel de réduction de la pauvreté intergénérationnelle et d'autonomisation économique des femmes est le plus important. C'est également à cet âge, lorsque les filles et les garçons sont confrontés à la différence de leurs rôles et besoins sociaux, biologiques et économiques, que le fossé entre les sexes apparaît.

Le projet PROMIFIN de la DDC, qui favorise l'accès aux services financiers pour les populations à faible revenu en Amérique centrale, a également ciblé les écoles et un jeu de société destiné à être utilisé en classe a été développé. Ce jeu de type Monopoly simule des situations et des décisions financières réelles. Le jeu, qui s'adressait à la fois aux filles et aux garçons, a aidé les enfants à comprendre l'impact des décisions financières.

Travailler avec les hommes

Une recherche externe menée par CARE (Chassot, 2017) a révélé que lorsque les hommes étaient exclus, cela pouvait affecter les ménages de trois manières :

- La responsabilité et l'autonomie accrues des femmes du fait de leur appartenance à un groupe d'épargne

(Village & Savings Loans Association, VSLA) engendraient des situations de violence domestique verbale ou physique ;

- Les hommes se désengageaient complètement des frais du ménage dès que leurs épouses avaient accès à un revenu, leur laissant la responsabilité de régler toutes les dépenses courantes et limitant ainsi toute possibilité d'autonomisation économique pour elles ;
- Les hommes s'accaparaient les revenus générés par l'activité lucrative des femmes et ne leur laissaient aucune liberté d'utilisation de cet argent ni aucun pouvoir de décision économique.

En réalité, c'est souvent le mari qui décide de permettre ou non à une femme d'avoir des activités en dehors du foyer. Un projet de la DDC consacré au renforcement des capacités des cheffes d'entreprise par le développement de compétences en matière de planification d'entreprise en Azerbaïdjan a inclus des hommes dans

le programme, ce qui a donné lieu aux observations suivantes dans son rapport : *« Les membres masculins des familles des femmes formées ont été invités à participer. Ce simple ajout a eu un effet significatif : si les hommes de la famille assistent eux aussi à ces formations, ils deviennent favorables à ce type de renforcement des capacités et apportent un véritable soutien à leurs épouses, leurs sœurs, etc. Les femmes, pour leur part, prennent confiance et se sentent davantage soutenues par leur famille. Cet enseignement sera intégré dans les prochaines interventions. »*

S'engager en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes signifie faire en sorte que les besoins spécifiques et les intérêts stratégiques des femmes comme des hommes soient pris en considération sur le terrain / dans le projet, afin de garantir son impact transformateur sur les inégalités entre les sexes. Réaliser l'égalité des genres nécessite de changer les rôles attribués aux femmes et aux hommes, de modifier les lois qui perpétuent les inégalités et de favoriser des relations équitables entre les sexes.



Engager les hommes pour renforcer les capacités des femmes entrepreneurs en Azerbaïdjan (© Helvetas)

5. Éléments importants pour le suivi et l'évaluation

Afin d'évaluer les changements qui résultent des interventions du projet, les aspects suivants sont essentiels au système de suivi et d'évaluation tout au long du cycle du projet.

- Développer pour chaque intervention des chaînes de résultats qui intègrent explicitement les résultats attendus en termes d'inclusion financière des femmes.
- Ajouter des indicateurs spécifiques à l'inclusion financière des femmes, établir des données de référence ventilées par sexe et fixer des objectifs.
- Formuler des indicateurs pour les résultats attendus en termes d'inclusion financière des femmes. Ceux-ci doivent également prendre en compte les effets indésirables, lorsque de tels risques ont été identifiés au cours de l'analyse (par exemple, le risque que les femmes soient victimes d'une augmentation de la violence sexiste).
- Utiliser des méthodes de recherche sensibles au genre pour mesurer les changements en matière d'inclusion financière des femmes tout le long des chaînes de résultats.



Projet Agri-Fin Mobile, Zimbabwe, mis en œuvre par Mercy Corps (© HYS)

- Faire en sorte que les conclusions en matière d'inclusion financière des femmes soient prises en compte dans la conception des interventions, moyennant des processus et des descriptifs de postes sensibles au genre.

Références

Centre pour l'inclusion financière (2021) *Consumer Protection*. À consulter sous le lien suivant : www.centerforfinancialinclusion.org/about/what-we-do/consumer-protection

Chassot, S. (2017). *Micro-épargne et développement économique : les femmes en route vers l'égalité*. Paris : Care France.

Holloway, K., Niazi Z. & Rouse R. (2017). *Women's Economic Empowerment Through Financial Inclusion*. Innovations for Poverty Action. À consulter sous le lien suivant : www.poverty-action.org/publication/womens-economic-empowerment-through-financial-inclusion

Loufield, E. (2018). *Enabling Environment, Mobile Banking, Payments, Trends*. Centre pour l'inclusion financière . À consulter sous le lien suivant : www.centerforfinancialinclusion.org/the-business-case-for-financial-inclusion-a-multi-trillion-dollar-proposition

DDC (2018). Savings and Credit Forum of 2 November 2018 on How to Reach the 1 Billion Unbanked Women [réunion-débat].

Women's World Banking (2014). *Global Best Practices in Banking Women-Led SMEs*. À consulter sous le lien suivant : www.womensworldbanking.org/wp-content/uploads/2014/11/Global-Best-Practices-Banking-Women-Led-SMEs-WomensWorldBanking.pdf

Women's World Banking (2018). *How to Create Financial Products that Win with Women*. À consulter sous le lien suivant : www.womensworldbanking.org/insights-and-impact/how-to-create-financial-products-that-win-with-women/

Banque mondiale (2017). *Base de données Global Findex 2017*. À consulter sous le lien suivant : globalfindex.worldbank.org/#data_sec_focus

Banque mondiale (2018). *Inclusion financière : vue d'ensemble*. À consulter sous le lien suivant : www.worldbank.org/en/topic/financialinclusion/overview

Auteure principale

Siham Boukhali, conseillère pour les questions d'inclusion financière (Financial Inclusion Adviser), Helvetas Swiss Intercooperation

Commandé et supervisé par

Nathalie Wyser, conseillère pour les questions d'inclusion financière (Financial Inclusion Adviser), Direction du développement et de la coopération (DDC)

Selina Haeny, conseillère pour les questions d'égalité entre les sexes (Gender Adviser), Direction du développement et de la coopération (DDC)